

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

## LOIS ET DECRETS

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISSENT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

### ABONNEMENTS

Togo Franco et autres Pays d'expression française 1 an 6 mois	
Ordinaire	1.300 frs 800 frs
Avion	3.300 frs 1.700 frs
ETRANGER 1 an 6 mois	
Ordinaire	1.600 frs 900 frs
Avion	3.700 frs 2.300 frs
PRIX	An comptant à l'imprimerie : 76 frs
	Par porteur ou par poste :
BO	Togo, Franco et autres Pays d'expression française : 90 frs
NUMERO	Etranger Port en sus.

### ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'EDITO B. P. 891 — Tél: 37-18 — LOMÉ

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des quatre trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance.

### ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	20 frs
minimum	250 frs
Chaque annonce répétée : moitié prix :	
minimum	250 frs

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION:  
CABINET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

TÉLÉPHONE 27-01 — LOMÉ

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

#### ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

### DECRETS

1976

30 mars — Décret n° 76-27 déclarant d'utilité publique l'installation de la société nationale de transports routiers « Togo-Route » au lieu dit Cacaveli à Lomé	276
30 mars — Décret n° 76-28 nommant l'inspecteur général d'Etat	276

### ARRETES ET DECISIONS

#### MINISTERE DE L'INTERIEUR

Arrêtés portant titularisation et transfert d'un gardien de circonscription dans le corps de la police	276
--	-----

#### MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Arrêtés portant inscription au tableau d'avancement et promotion	277
--	-----

#### MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1976	
5 avril — Décision n° 431/MFE/FO portant autorisation de paiement d'une somme au profit du ministère des Affaires étrangères	279

5 avril — Décision n° 435/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme à la société anonyme Burroughs à Abidjan	279
5 avril — Décision n° 437/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'Union panafricaine des étudiants à Accra	279
12 avril — Décision n° 459/MFE/F accordant une subvention à l'université du Bénin	280
13 avril — Décision n° 469/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au centre de construction et de logement de Cacaveli (CCL)	279
13 avril — Décision n° 475/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au profit du studio Degbava	279
14 avril — Décision n° 477/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au centre national de perfectionnement professionnel (CNPP) à Lomé	280

#### MINISTERE DU PLAN

1976

29 mars — Décision n° 41/MP/SFCEP portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'agent comptable de l'ASECNA à Dakar	280
---	-----

#### MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

1976

13 avril — Arrêté n° 14/MEN portant transformation d'un établissement	280
14 avril — Arrêté n° 15/MEN portant création d'écoles à Yadé-Alifi et Yadé-Apégamé	280

#### MINISTERE DE LA JUSTICE, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU TRAVAIL

Arrêtés portant admission dans divers corps de la Fonction publique	280
---	-----

## DIVERS

#### MINISTERE DE L'INTERIEUR

1976

6 avril — Arrêté n° 75/INT/SG/APA/AP portant interdiction de la projection de films cinématographiques	286
--	-----

9 avril — Arrêté n° 76/INT/SG/APA/AP portant interdiction de la projection de films cinématographiques .....	286
21 avril — Arrêté n° 84/INT/SG/APA/AP portant interdiction de la projection de films cinématographiques .....	286
Arrêtés et décisions portant nomination de secrétaires de chefs de canton et expulsion .....	287

#### MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE 1976

13 avril — Arrêté n° 143/MFE/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Ayivi Nico-dème) .....	287
13 avril — Arrêté n° 150/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Laré Balaté ....	287
13 avril — Arrêté n° 151/MFE/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Allah Ayao Kokou (Albert) .....	288
13 avril — Arrêté n° 152/MFE/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Aourougou Adjara Tchao .....	288
13 avril — Arrêté n° 143/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Daliwa Bakomkadjoua .....	288
13 avril — Arrêté n° 161/MFE/CR portant concession d'une pension aux ayants-cause de M. Dougah Kodjo (Frédéric) .....	288

## PARTIE NON OFFICIELLE

### AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis d'appel d'offres (Construction d'un centre administratif des services économiques et financiers à Lomé) .....	289
Banque : Taw Leasing Togo (Bilan exercices 1973-74 et 1974-75) .....	289
Conservation de la propriété foncière (Avis de demandes d'immatriculation et de bornage) .....	290
Avis d'immatriculation au registre de commerce .....	296
Récépissés de déclaration d'associations .....	300
Avis de perte de titre foncier .....	301

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

#### ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

### DECRETS

**DECRET N° 76-27 du 30 mars déclarant d'utilité publique l'installation de la société nationale de transports routiers « TOGO-ROUTE » au lieu dit Cacaveli à Lomé.**

#### LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des finances et de l'économie ;  
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;  
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;  
Vu le décret n° 45-2016 du 1<sup>er</sup> septembre 1945 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;  
Vu le décret n° 55-636 du 20 mai 1955 portant réorganisation foncière et domaniale ;

Vu le décret n° 67-228 du 24 octobre 1967 relatif à l'urbanisme et au permis de construire dans les agglomérations ;

Le conseil des ministres entendu,

### DECRETE :

Article premier — Est autorisée et déclarée d'utilité publique, l'installation de la société nationale de transports routiers « TOGO-ROUTE » au lieu dit Cacaveli, limitée au nord par le village Gbonvi Somana, à l'est par la route nationale n° 1, à l'ouest par l'emprise de la voie ferrée Lomé-Atakpamé et au sud par une ligne imaginaire de 300 m partant du P.K. 8 au P.K. 7.

Art. 2 — Le ministre des finances et de l'économie est autorisé à prendre par voie d'arrêté les autres mesures relatives à la procédure d'expropriation.

Art. 3 — Le ministre des finances et de l'économie et le ministre du commerce, de l'industrie et des transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

LOME, le 30 mars 1976

Général G. Eyadéma

#### DECRET N° 76-28 du 30 mars 1976 nommant l'inspecteur général d'Etat.

#### LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 16 du 14 avril 1967 ;

Vu le décret n° 72-192 du 15 septembre 1972 instituant une inspection générale d'Etat, définissant ses structures et fixant les règles de son fonctionnement et notamment son article 7 ;

Le conseil des ministres entendu,

### DECRETE :

Article premier — M. Jean Paul Esquirol, contrôleur des armées, de l'assistance technique française, est nommé inspecteur général d'Etat.

Art. 2 — En cette qualité, M. Esquirol exerce, sous l'autorité directe du président de la République, les fonctions définies par le décret susvisé du 15 septembre 1972.

Art. 3 — Le présent décret sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 30 mars 1976

Général Grassingbé Eyadéma

### ARRETES ET DECISIONS

#### MINISTERE DE L'INTERIEUR

#### Titularisation

Arrêté n° 77-INT-DSN-DAPM du 9/4/76 — Conformément aux dispositions prévues par l'article 52 de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969, les gardiens de la paix ci-dessous désignés, qui ont accompli la période de

stage probatoire, sont titularisés dans leurs emplois et nommés gardiens de la paix 1er échelon (indice 350-chapitre 14-article 7 du budget général) à compter du 1er octobre 1975 (ancienneté conservée 1 an 5 mois) :

Aboulaye Amadou	Kolani M. Kinanisso
Aglebe K. (Jean)	Koussou Moutékoum
Agbeeke Kossi (Godiieb)	Kondo Tchalim
Agbangni Moussa	Kolla (Augustin)
Aguem (Gabriel)	Katou K. (Philippe)
Akly Ayao	Kabissa (Albert)
Ako Songai	Kongo (Godfried)
Akossou Kokou	Karoumi Abaloudjam
Alaoui Tébakona	Lawson Têvi (Léon)
Amegbo Kokou	Lare Yendoumane
Amenyinyo Kénou	Lamboni Yendoumane
Araba Nandji (Jean)	Laré D. Gnanendjoa
Arimiaou Namadou	Lamboni Kanlè
Awanta (Vincent)	Logossou (Germain)
Awe Komlan	Lare Sili
Bossou Kouassivi	Lare Imombo
Badjissi (Samuel)	Moussa Kérim
Batigma Alirou	Mensah Edoh
Beressi Yao	Memem Kadiry
Boyode (Augustin)	Mintouba O.Y. Dermane
Bessi (Hubert)	Malou Yoma
Bello Madjihoudou	Madoe Nossé
Bedema Songai	Mawuna Komivi
Beleyi Kézié	Naykpagah Baléa
Babaley (Romuald)	N'Tcha B. (Jacques)
Barnabo Tongue	Nabede Tchaa
Bida Kokou Edoh	Nantob Nagbidja
Bidjeyouka (Pierre)	Nimon Toki (Paul)
Dermame Salifou	Olympio (Arthur)
Dare Bouzonou	Ozou Dodzi (Godwin)
Djifanou (Sylvanus)	Ouro Djeri Djobo Adam
Djamasse Adessi	Simala (Michel)
Dometi Amétépé	Sedalo Adabunu (Alex)
Djidam Tankpali	Sema Wiyao Kao
Essodina Komi	Sable Nadali
Fambo Ayékpo Kodjo	Sambieni Dadjieba
Fiamon Komlan	Telou Tchalim Kossi
Gbanwargue Djidam	Telou Abalo
Gbakenou (Marc)	Telou Tchaa
Gnelo (Mathias)	Telou (Bonaventure)
Hlomashie K. (Victor)	Taïrou Adam
Idrissou Mohamadou	Tchangai Kpatcha
Kombaté (Pierre Claver)	Takpara Z. Amidou
Kassang Kokou	Tchantchane Arzouma
Kadjaka Tétéra	Tignokpa (Valère)
Kpatcha (Bonaventure)	Tchedre (Raphaël)
Kao Bokobosso Kodjo	Tchabo Ougoulou
Keleou (Rémy)	Yome Arzouma.

#### Transfert d'un gardien de circonscription dans le corps de la police

Arrêté n° 74-INT-CGC du 5/4/76 — Le gardien de circonscription de 2<sup>e</sup> classe Alassani Aboubakari, mle 404 est transféré dans le corps de la police (sûreté nationale) pour compter du 1er mars 1976.

## MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

### Tableau d'avancement

Arrêté n° 9-PR-MDN du 6/4/76 — Les soldats de 2<sup>e</sup>me classe **Hodiba Balogou** n° mle 3281, **Sambiani Mim-pouguéba** n° mle 3283 et **Tablissi Diisaane** n° mle 3305 des forces armées togolaises, sont inscrits au tableau d'avancement au titre de l'année 1976 et nommés au grade de caporal PDL pour compter du 1er avril 1976.

Le présent arrêté n'entraîne pas d'incidence sur la solde des intéressés.

### Promotions

Arrêté n° 7 PR-MDN du 17/3/76 — Le caporal-chef Adjalim, Essô titulaire du « CMI » à l'école nationale des sous-officiers d'actives de Saint-Maixent (France), est nommé au grade de sergent PDL pour compter du 1er mars 1976.

Le présent arrêté n'entraîne pas d'incidence sur le traitement mensuel de l'intéressé.

Arrêté n° 8-PR-MDN du 5/4/76 — A compter du 1er avril 1976, les militaires dont les noms suivent, en service dans les forces armées togolaises, sont promus aux grades ci-après :

#### 1° REGIMENT INTERARMES TOGOLAIS

##### Au grade d'adjudant-chef

l'adjudant

Amenouveku Kokouvi, échelle 3 — indice 1200

##### Au grade d'adjudant

les sergents-chefs

Kueviakue Adamah, échelle 2 — indice 950

Katasse Lakougnon échelle 2 — indice 950

##### Au grade de sergent-chef

les sergents

Kougbagan Ayité, échelle 3 — indice 800

Kpankou Messan échelle 1 — indice 700 passera à échelle 2 — indice 750 1-6-76

Batchassido Mouzou, échelle 2 — indice 750

Koene Kossi, échelle 3 — indice 800

Takougnadi Kpatcha, échelle 2 — indice 750

##### Au grade de sergent

les caporaux-chefs

Koulouke Karé, échelle 2 — indice 500

Bouraima Aboudoulaye, échelle 3 — indice 550 passera échelle 4 — indice 600 1-6-76

##### Au grade de caporal-chef

les caporaux

Signa Soh, n° mle 0268 éch. 4 — indice 535

Sagarbe Yoma, n° mle 0290 éch. 4 — indice 535

Hillah Ayayi, n° mle 1782 éch. 1 — indice 350

Katika K. Mawinany n° mle 1543 éch. 2 — ind. 455  
 Beka Simaré n° mle 0890 éch. 2 — indice 455 passe-  
 ra éch. 3 — indice 495 20-6-76  
 Lawson Agbavodé, n° mle 1476 éch. 2 — indice 455  
 Horta Agbaro, n° mle 1286 éch. 2 — indice 455  
 Hemou Tchaou Ankou, n° mle 0525 éch. 3 — indice  
 495  
 Agate Bézéani n° mle 0279 éch. 4 — indice 535  
 Koudolo Enam n° mle 0935 éch. 2 indice 455 passe-  
 ra éch. 3 — indice 495 20-6-76  
 M'Bom Sato, n° mle 1008 éch. 2 — indice 455 pas-  
 sera éch. 3 — indice 495 20-6-76  
 Eviglo Yao Essodo n° mle 1187 éch. 2 — indice 455

#### Au grade de caporal

les soldats de 2° classe et 1ère classe

Assih Abalo n° mle 1245 éch. 2 — indice 360  
 Tchekpi N'Zonou n° mle 0408 éch. 3 — indice 395  
 Amouzou Messan n° mle 2753 éch. 1 — indice 320  
 Piou Alassani n° mle 1027 éch. 2 — indice 360  
 Allede Kabou n° mle 0791 éch. 2 — indice 360  
 Komivi Amessouh n° mle 20187 éch. 5 — indice 450  
 Gounane Léni, n° mle 12060 éch. 5 — indice 450  
 Kekpao Agouda, n° mle 2003 éch. 1 — indice 320  
 Amegbor Agbénou, n° mle 2314 éch. 1 — indice 320  
 Amana K. Bassoubadi, n° mle 1843 éch. 1 — ind. 320  
 Eyayi B. Pouabalo, n° mle 0494 éch. 3 — indice 395  
 Pegbane Télébi, n° mle 2048 éch. 1 — indice 320  
 Lamboni Tibité n° mle 2783 éch. 1 — indice 320  
 Montey Eha Yao, n° mle 0626 éch. 3 — indice 395  
 Agbotsu Komlan, n° mle 1501 éch. 2 — indice 360  
 Teraou Tchékité, n° mle 2072 éch. 1 — indice 320  
 Aboulai Abalo n° mle 1572 éch. 2 — indice 360  
 Djabo-Akanto Edjala, n° mle 2126 éch. 1 — ind. 320  
 Amegathie K. Ziguide, n° mle 2198 éch. 1 — ind. 320  
 Alemou Alouan, n° mle 0851 éch. 2 — indice 360  
 Kadanga T. Abalo n° mle 0504 éch. 3 — ind. 395  
 Tamatekou Kokouvi, n° mle 1810 éch. 1 — ind. 320  
 Amana T.E. N'Bom, n° mle 0240 éch. 4 — ind. 420  
 Kokou Lakignan, n° mle 0965 éch. 2 — indice 360  
 Apedjinou Mawutodji, n° mle 1435 éch. 2 — ind. 360  
 Todjin Foli, n° mle 1808 éch. 1 — indice 320  
 Inhorou Toua, n° mle 1706 éch. 2 — indice 360  
 Atikossi Têté Do, n° mle 1760 éch. 1 — indice 320  
 Tchamola Aboukérin, n° mle 1673 éch. 2 — ind. 360  
 Koffi Noubé n° mle 0711 éch. 2 — indice 360

#### A l'emploi de 1re classe

les soldats de 2° classe

N'Dah Sibankou, n° mle 1716 éch. 1 — indice 310  
 Kokou A. Djouth, n° mle 1616 éch. 2 — indice 350  
 Kadanga Tchinzé, n° mle 1876 éch. 1 — indice 310  
 Kola Agoura, n° mle 0955 éch. 2 — indice 350 pas-  
 sera échelle 3 — indice 360 20-6-76  
 Adamou Ouro Nilé, n° mle 1842 éch. 1 — ind. 310  
 N'Zonou Sabi, n° mle 2620 éch. 1 — indice 310  
 Kadanga Yoma, n° mle 0709 éch. 3 — indice 360  
 Babalolo Assafa, n° mle 0485 éch. 3 — indice 360  
 Massoukpa Koffi, n° mle 1545 éch. 2 — indice 350  
 Akondo Aliassim, n° mle 1945 éch. 1 — indice 310

Tcha Gnazibia, n° mle 2087 éch. 1 — indice 310  
 Halla Faya Alafaï, n° mle 1981 éch. 1 — indice 310  
 Baka K. Essozimna, n° mle 2476 éch. 1 — indice 310  
 Dawaki Pakoubadi, n° mle 2498 éch. 1 — indice 310  
 Ayote Tchikiti, n° mle 1165 éch. 2 — indice 350  
 Tchenguem Samié, n° mle 1676 éch. 2 — ind. 350  
 Battengue Yendempo, n° mle 2116 éch. 1 — ind. 310  
 Gnarou Poudima, n° mle 1971 éch. 1 — indice 310  
 Kao Bagobadi, n° mle 1617 éch. 2 — indice 350  
 Moloba B. Mouzou, n° mle 0510 éch. 3 — indice 360  
 Miya Somassouwa, n° mle 1313 éch. 2 — indice 350  
 Djibrila I. Parika, n° mle 1603 éch. 1 — indice 310  
 Polo Tahadi, n° mle 2148 éch. 1 — indice 310  
 Adjito Yacoubou, n° mle 1227 éch. 1 — indice 310  
 Djona Makoumaye, n° mle 1129 éch. 2 — indice 350  
 Kpogli Mensah, n° mle 1595 éch. 2 — indice 350  
 Zogli Komi, n° mle 2391 éch. 1 — indice 310  
 Vioto Komi, n° mle 1814 éch. 1 — indice 310  
 Gnagly Y. Dansomon, n° mle 2246 éch. 1 — ind. 310  
 Yao Soffo, n° mle 2168 éch. 1 — indice 310  
 Awade Tchalla n° mle 1928 éch. 1 — indice 310  
 Kere Atina, n° mle 1878 éch. 1 — indice 310  
 Agbe Anani n° mle 1172 éch. 2 — indice 350  
 Suevi Komi, n° mle 1548 éch. 2 — indice 350  
 Koudouvor Kokou, n° mle 1788 éch. 1 — indice 310

### GENDARMERIE NATIONALE TOGOLAISE

#### Au grade d'adjudant-chef

l'adjudant

Kponomaizo Kwami, échelle 2 — indice 1100

#### Au grade d'adjudant

le MDL-chef

Simenou Kokouvi Akakpo, échelle 2 — indice 950

#### Au grade de maréchal-des-logis-chef

les gendarmes

Tchona Malakouéma, échelle 3 — indice 800

Tanguina Togaba, échelle 4 — indice 850

#### Au grade de gendarme

les G. A. 1° classe

Koutiame Komi n° mle 458 échelle 4 — indice 600

Tinassi Adjé, n° mle 461 échelle 4 — indice 600

Amana Abalo, n° mle 464 échelle 4 — indice 600

#### Au grade de gendarme-adjoint de 1ère classe

les G. A. 2° classe

Dare Nafangah, n° mle 668 échelle 2 — indice 360  
 passera éch. 3 — indice 395 20-6-76

Bougonou Salifou, n° mle 666 éch. 2 — indice 360  
 passera échelle 3 — indice 395 20-6-76

Kakao Kodjo n° mle 676 échelle 3 — indice 360  
 passera échelle 3 — indice 395 20-6-76

Kokou N'Ma, n° mle 677 échelle 3 — indice 360  
 passera échelle 3 — indice 395 20-6-76

### MUSIQUE PRINCIPALE DES FORCES ARMEES TOGOLAISES

#### Au grade d'adjudant musicien

le sergent-chef musicien

Gado Sema Tcha Djobo, échelle 2 — indice 950

#### Au grade de sergent-chef musicien

le sergent musicien

Akouessinou Yao, échelle 3 — indice 800

#### Au grade de sergent-musicien

le caporal-chef musicien

Lawson E. Sokémawu, n° mle 045/M. éch. 3 — indice 550

#### Au grade de caporal-chef musicien

le caporal-musicien

Mawoena K. Gakpo, n° mle 040/M. éch. 4 — ind. 535

#### A l'emploi de 1ère classe

les 2° classe musiciens

Kassang P. Abalo, n° mle 089/M. éch. 2 — ind. 350

Kpodjahon A. Yao, n° mle 092/M. éch. 2 — indice 350

Tchagole Kafabu, n° mle 095/M. éch. 2 — ind. 350

### ESCADRILLE NATIONALE TOGOLAISE

#### Au grade d'adjudant

le sergent-chef

Takpa Kodjo, échelle 2 — indice 950

#### Au grade de caporal

le soldat

Aradjo Wenmiba n° mle 2762 éch. 1 — indice 320

Arrêté n° 10-PR-MDN du 6-4-76 — Les officiers dont les noms suivent, en service dans les forces armées togolaises, sont promus aux grades ci-après pour compter du 1er avril 1976 :

#### 1° REGIMENT INTERARMES TOGOLAIS

##### Au grade de chef de bataillon

Le capitaine Atake Essiwè Tomgouani, échelon 3 — indice 2.500

##### Au grade de capitaine

Le lieutenant Bandeira Yaovi Djodji, échelon 2 — indice 1900

passera échelon 3 — indice 2000 21.9.76.

### MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

#### Autorisations de paiement

Décision n° 431-MFE-FO du 5-4-76 — Est autorisé le paiement au profit du ministère des affaires étrangères, de la somme de deux millions (2.000.000) de francs destinée aux travaux de démarcation de frontière entre le Togo et le Ghana.

Cette somme sera mandatée et virée au compte spécial n° 93 trésor-Lomé.

La dépense est imputable sur le chapitre 37, article 10 du budget général, exercice 1975.

Décision n° 435-MFE-F du 5-4-76 — Est autorisé le paiement au profit de la société Anonyme BURROUGHS, BP n° 21 128 Abidjan, de la somme de deux millions sept cent soixante quatorze mille (2.774.000) francs CFA représentant un acompte de 20 % du marché n° 1395/MFE du 5 décembre 1975 d'un montant de 13.870.000 francs CFA-caf pour fourniture de deux calculateurs comptables L 6400 et divers matériels destinés au service des douanes.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 123008 BICICI ABIDJAN (Côte d'Ivoire) ouvert au nom de ladite société.

La dépense est imputable sur le budget général exercice 1975, chapitre 42, article 17.

Décision n° 437-MFE-F du 5-4-76 — Est autorisé le paiement au profit de l'Union Panafricaine des étudiants à Accra, de la somme de cinq cent mille (500.000) francs CFA représentant l'aide financière du Togo audit organisme.

Cette somme sera mandatée au nom de l'ambassade du Togo à Accra (Ghana) qui la reversera à l'organisme bénéficiaire.

La dépense est imputable sur le budget général exercice 1975, chapitre 42, article 3, paragraphe 3 pour les montants ci-après :

322.005

177.995 (en dépassement de crédit).

Décision n° 469-MFE-F du 13-4-76 — Est autorisé le paiement au profit du centre de construction et logement de Cacaveli (CCL), de la somme de vingt deux millions huit cent cinquante mille (22.850.000) francs représentant la contribution du gouvernement au fonctionnement dudit organisme pour l'exercice 1976.

Cette somme sera mandatée et virée en deux tranches semestrielles de onze millions quatre cent vingt cinq mille (11.425.000) francs au compte n° 125 ouvert dans les écritures du trésor au nom du CCL.

La dépense est imputable sur le budget général exercice 1976, chapitre 43 article 2, paragraphe 3.

Décision n° 475-MFE-F du 13-4-76 — Est autorisé le paiement au profit du studio Degbava, de la somme de un million deux cent quatre vingt quinze mille (1.295.000) francs CFA représentant le reliquat du prix de 130 tableaux géants du timonier national le général Gnassingbé Eyadéma faits lors du sommet des chefs d'Etat du Togo, du Niger, du Mali et de la Haute-Volta tenu du 5 au 7 septembre 1975 à Lomé.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 4449 UTB Lomé ouvert au nom dudit studio.

La dépense est imputable sur le budget général exercice 1976 — chapitre 40 — article 11.

Décision n° 477-MFE-F du 14-4-76 — Est autorisé le paiement au profit du centre national de perfectionnement professionnel (CNPP) à Lomé, de la somme de quinze millions (15.000.000) de francs CFA représentant le dernier acompte dû au titre de la participation du Togo au fonctionnement de cet organisme.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 60 144 ouvert auprès de l'UTB Lomé au nom du CNPP.

La dépense est imputable sur le budget général exercice 1976, chapitre 43, article 4.

### Subvention

Décision n° 459-MFE-F du 12-4-76 — Une somme de cent cinquante millions (150.000.000) de francs CFA représentant la deuxième tranche de la subvention de fonctionnement, est accordée à l'université du Bénin (UB) au titre de l'exercice 1976.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 119 ouvert dans les écritures du trésorier-payeur du Togo au nom de l'UB.

La dépense est imputable au budget général exercice 1976, chapitre 44, article 15.

## MINISTERE DU PLAN

### Autorisation de paiement

Décision n° 41-MP-SF-CEP du 29-3-76 — Est autorisé le paiement au profit de l'agent comptable de l'ASECNA à Dakar, à son compte ouvert à la B.I.A.O. sous le n° 290.025, de la somme de dix millions deux cent mille (10.200.000) francs CFA représentant les 60 % du montant de la convention n° 02/75 du 5 février 1975 relative à l'étude d'un nouvel aéroport à Niamtougou.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement 1975, titre II, chapitre 6, article 1, paragraphe 2, rubrique b (cf n° 169/75 du 23 mai 1975).

## MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

ARRETE N° 15/MEN du 14 avril 1976 portant création d'écoles à Yadé-Alifi et Yadé-Apégamé.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,

Vu le décret n° 67-24 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu le décret n° 65-85 du 4 juin 1965 portant application des dispositions du décret n° 62-23 du 23 janvier 1962 ;

Sur proposition du directeur de l'enseignement du premier degré,

### ARRETE :

Article premier. — Il est créé à compter du 14 avril 1976 une école publique dans chacune des deux localités ci-après désignées : Yadé-Apégamé et Yadé-Alifi.

Art. 2. — Ces établissements fonctionneront suivant la réglementation en vigueur dans les écoles de l'enseignement du premier degré.

Art. 3. — Le directeur de la planification de l'éducation et le directeur de l'enseignement du premier degré sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal Officiel*.

Art. 4. — Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature.

Lomé, le 14 avril 1976

Yaya Malou

### Transformation d'un établissement scolaire

Arrêté n° 14/MEN du 13/4/76. — Le C.C. Saint-François de Kantè est transformé en collège d'enseignement technique à compter de la prochaine rentrée scolaire 1976-1977.

Cet établissement fonctionnera suivant les textes régissant les écoles du deuxième degré.

Le directeur de l'enseignement du deuxième degré est chargé de l'application du présent arrêté.

## MINISTERE DE LA JUSTICE, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU TRAVAIL

### Admissions

Arrêté n° 358-MJ-FP-T du 17-3-76 — Les candidats ci-après désignés reçus au concours direct de recrutement des instituteurs adjoints stagiaires, sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 24, article 7 du budget général).

Kpogno Kokouvi Yawo

Adzo Komlan

Ourou Vena Nandji

Adekplor Yawo Amenouela

Aziawotor Komi Adjéwoda Déaféamekpo

Mensah Teko Anani

Lotsi Klakévi Dossèh Agbématiko

Edoh Afatsao

Taffa Kodjo Bouraïma

Attikpa Akakpo

Samtoug Agbesi

Egbohu Aklesso

Holete Kossi Ekoué Sessinoulé

Mensah Séwa Kokodoko Délali

Agui Nyontchègbé Da'Ndjoko-Alio

Maglo Kokou Agbénou Assilénou

Godogou Koffi Sadji

Aziakpo Tèko Kouassi

Agbodan Tétévi Wonuané



Atilé Koffi  
 Eklou Kodjo Agbénoxévi  
 Koudokpo Afansounoudji  
 Gadesse Yawo  
 Agbagnon Kossi Tété  
 Ezi Défodji Assogbavi Vidété  
 Setondji Akpovi  
 Agbaglo Akuété  
 Mangbassim Patouani  
 Ouro-Sama Essoh Valé  
 Tamaka Boundjou  
 Biakou Kwami Senyo  
 Mintoumba Blimpo Gado  
 Keleza Hady  
 Ptchatou Pokoyé  
 Tcheou Bibinawé.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 359/MJ/FP/T du 17-3-76. — M. Dansou Kokou, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (option : mécanique générale) et du diplôme de fin d'études en mécanique générale (spécialité : construction mécanique de l'école technique supérieure de Land Nordrhein-Westfalen (République Fédérale d'Allemagne), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur des collèges d'enseignement Technique de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 24, article 8, paragraphe 2 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 360/MJ/FP/T du 17-3-76 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 217/MJ/FP/T du 19 février 1976 portant nomination.

M. Atakora Djobo, titulaire de la licence et du certificat d'admission à la maîtrise ès-lettres d'enseignement de philosophie de l'Université de Toulouse-le Mirail (France), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 24, article 5, paragraphe 9 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 362-MJ-FP-T du 17-3-76 — M. Ikassibou (Moustapha Michel), employé de bureau permanent 5<sup>e</sup> catégorie échelle D, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration togolaise est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie C-indice 550) et reste mis à la disposition du ministre de la santé publique et des affaires sociales (chapitre 22, article 5 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 365-MJFP-T du 17-3-76 — M. Tchalima Sanda, moniteur principal de classe exceptionnelle (indice 670) du corps des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du certificat de l'école nationale d'administration, est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale au grade d'adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (indice 550).

Durant la période de son stage, M. Tchalima est placé dans la position de détachement auprès du ministre de l'intérieur (chapitre 14, article 4 du budget général) conformément aux dispositions de l'article 24 (1<sup>o</sup> alinéa) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Il continuera à percevoir le traitement attaché à l'indice 670 qu'il a atteint dans le cadre des moniteurs de l'enseignement.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 373/MJ/FP/T du 18-3-76. — En attendant la parution du statut particulier du personnel des affaires sociales, les candidats ci-après désignés diplômés du Centre National de Formation Sociale, sont admis ainsi qu'il suit dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoints administratifs (catégorie C) et mis à la disposition du ministre de la santé publique et des affaires sociales (chapitre 22, article 13 du budget général).

*Adjoints Administratifs de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaires (catégorie C-indice 600)*

Ihou Ogah Kossi, titulaire du BEPC  
 Degboe Afi Kékéli, titulaire du BEPC  
 Walla Agba Pyabalo, titulaire du BEPC  
 Lavison Akouélé, titulaire du BEPC  
 Gabiam Komi, titulaire du BEPC  
 Gnande Komlan, titulaire du BEPC  
 Dzamessi Kossi Hosiana, titulaire du BEPC  
 Babalima M'Bakael, titulaire du BEPC  
 Tugli Yao Djogbenyui, titulaire du BEPC  
 Batahina Kadaba, titulaire du BEPC  
 Tshombe Alaoutété (Joli), titulaire du BEPC  
*Adjoints Administratifs de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires*

(catégorie C-indice 550).

Walla Amayakouwé  
 Yawonki Menfaï  
 Toulou Doélévi (née Agbodjan)  
 Kountouti Lendi-Monbirh  
 Tetteh Anani Abi-Solo  
 Kariyari Sambirou  
 Agousse Assiby  
 Kamara Nana.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 374/MJ/FP/T du 18-3-76. — M. Doe Yao Djigbory, titulaire du CAP anglais de l'Université du Michigan (U.S.A.), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie B-indice 750) et mis à

la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 24 article 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 375/MJ/FP/T du 18-3-76. — M. Tidjougou A. Dadjo titulaire du certificat de fin d'études normales (CFEN — ENIA), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaire (catégorie C—indice 600) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 24, article 7 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 376/MJ/FP/T du 18-3-76. — Madame Awissi (Geneviève Marie Noël France), titulaire de la maîtrise ès-arts de l'université de Montréal (Canada) est, en attendant la publication du statut particulier des fonctionnaires du ministère de la jeunesse, des sports de la culture et de la recherche scientifique, admise dans le cadre interministériel de fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'administrateur civil 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) et mise à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports, de la culture et de la recherche scientifique (chapitre 32 article 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 377-MJ-FP-T du 18-3-76 — Mme Wuasi Afua Mansa Nonye née Adubra, diplômée de l'école d'infirmières de Saint-Loup (Suisse), est admise dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité d'agent technique de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et mise à la disposition du ministre de la santé publique et des affaires Sociales (chapitre 22, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 378-MJ-FP-T du 18/3/76 — M. Kokouvi Yao Senam, titulaire du probatoire du Baccalauréat de l'enseignement du second degré, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'institu-

teur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 24, article 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 384-MJ-FP-T du 19-3-76 — M. Awlime Yawo (Basile), titulaire du diplôme d'ingénieur de l'équipement Rural de l'école inter-Etats d'ingénieurs de l'équipement rural de la République de Haute-Volta, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'Agricultures, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'ingénieur d'agriculture de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 42, article 15 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 385-MJ-FP-T du 19-3-76 — Mme d'Almeida Kokoevi, née Kangni, dactylographe aide documentaliste permanente 5<sup>e</sup> catégorie échelle C, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration togolaise, est admise dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie C—indice 550) et reste mise à la disposition du ministre du plan (chapitre 30, article 4 paragraphe 4 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 386-MJ-FP-T du 19-3-76 — Les candidats ci-après désignés titulaires du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) ou du probatoire et qui ont réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration sont admis dans le cadre interministériel de l'administration générale en qualité d'adjoints administratifs de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie C — indice 550) en application des dispositions de l'article 31-1<sup>o</sup>-C du décret n° 75-119 du 18 avril 1975 et restent mis à la disposition du ministre du développement rural :

Nom et Prénoms	Situation actuelle	Imputation budgétaire
Tamakloe Kokouvi (Déodatus)	Agent permanent 6 <sup>e</sup> catégorie H.E.	Chapitre 20 article 2
De Souza Ami Lakoley (née Kpoti)	Employée de bureau permanente 5 <sup>e</sup> catégorie échelle D.	Chapitre 20 article 16 paragraphe 3



Les agents dont la rémunération serait supérieure au traitement correspondant à leur nouvelle situation conserveront, à titre personnel le bénéfice de leur salaire jusqu'à ce que par le jeu de l'avancement normal, ils atteignent les émoluments égaux ou supérieurs.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 387-MJ-FP-T du 19-3-76 — M. Ably Pilaza, titulaire du brevet de technicien supérieur en tourisme est, en attendant la parution du statut particulier du personnel du tourisme et de l'hôtellerie, admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie A 2 — indice 1100) et mis à la disposition du Haut Commissaire au Tourisme (budget général, chapitre 6, article 7 paragraphe 3).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 388-MJ-FP-T du 19/3/76 — Mlle Dovi Ahlonkoba (Alfredine), Sténo-dactylographe permanente 5<sup>e</sup> catégorie échelle D, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP-employée de bureau) et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration est admise dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie C — indice 550) et conserve son affectation actuelle (chapitre 24, article 5, paragraphe 6 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 392-MJ-FP-T du 22/3/76 — M. Moussa Bouraïma, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 24, article 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 394-MJ-FP-T du 23/3/76 — M. Amedodji Komi (Vincent), titulaire du diplôme universitaire d'études scientifiques de 1<sup>re</sup> année et du diplôme du centre de formation des inspecteurs (services techniques) de Paris, est admis dans le corps des fonctionnaires des postes et télécommunications en qualité d'inspecteur 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1400) et mis à la disposition du ministre de l'information, des postes et télécommunications (chapitre 26, article 10 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 395-MJ-FP-T du 23/3/76 — Mlle Adzrah Massan, titulaire du certificat de fin d'études normales (C.F.E.N.) section ENIA, est admise dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'institutrice adjointe de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaire (catégorie C — indice 600) et mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 24, article 7 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 398-MJ-FP-T du 24/3/76 — M. Tchami Tchambi Madjatoum Adji (Raphaël), titulaire de la licence ès-sciences économiques et du diplôme d'études supérieures (D.E.S.) de l'université du Caen (France) est, en attendant la parution du statut particulier du corps des fonctionnaires des finances et de l'économie, admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'administrateur civil 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catég. A1 — indice 1300) et mis à la disposition du ministre du plan (chapitre 30, article 4, paragraphe 2 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 399-MJ-FP-T du 24/3/76 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Batamadougoua Likemna, l'arrêté n° 525/MFP du 23 juillet 1975 portant nomination.

M. Batamadougoua Likemna, vaccinateur-vétérinaire permanent 2<sup>e</sup> catégorie échelle C, admis au concours professionnel ouvert par arrêté n° 780/MFP du 22 octobre 1973, est nommé dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux, et forêts et du conditionnement des produits, en qualité d'infirmier d'élevage de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie D — indice 270) et reste mis à la disposition du ministre du développement rural (chapitre 20, article 9 du budget général) pour compter du 19 avril 1974.

M. Batamadougoua dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation conserve à titre personnel, le bénéfice de son salaire jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement normal, il atteigne les émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 400-MJ-FP-T du 24/3/76 — En attendant la parution du statut particulier des agents de promotion sociale, les candidats ci-après désignés, diplômés du centre national de formation sociale, sont admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoints administratifs (catégorie C) et mis à la disposition du ministre de la santé publique et des affaires sociales (chapitre 22, article 13 du budget général) :

*adjoints administratifs de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaires*  
(catégorie C — indice 600)

Ayarma Anamlôh Toube, titulaire du BEPC  
Sebou Issifou, titulaire du BEPC

Hoafa Matha Ameyo née Wegnon, titulaire du BEPC  
Akakpo Kokoevi Agnonam, titulaire du BEPC

*adjoins administratifs de 2° classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires*  
(catégorie C — indice 550)

Ketevi Kokovi  
Kpandja Napo Nigbéri  
Pana Pessaïdè  
Divo Akouavi  
Adom Manguiluwè Bassimassouwè.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 403-MJ-FP-T du 25/3/76 — M. Kadjama Douwanma Di-Rém, titulaire du diplôme universitaire d'études littéraires, (D.U.E.L.) (lettres moderne) de l'université du Bénin, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur des collèges d'enseignement général de 3° classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 24, article 5 paragraphe 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 404-MJ-FP-T du 26/3/76 — MM. Koffi Sayi et Djeri Napo, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré, sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 24, article 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 407-MJ-FP-T du 26/3/76 — M. Yawanke Séyi (Thadéous), titulaire du teacher's certificate « A » est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur de 2° classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 24, article 6 du budget général).

Une bonification d'ancienneté d'un an cinq mois deux jours (1 a 5 m 2 j) lui est accordée pour ses services antérieurs d'instituteur accomplis au Ghana du 1<sup>er</sup> janvier 1972 au 20 février 1974 inclus en application des dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 408-MJ-FP-T du 26-3-76 — M. Lawson Latévi, licencié en informatique (option organisation et système) de l'université de Paris VIII (France) est, en attendant la parution du statut particulier des informa-

ticiens, admis dans le corps des fonctionnaires de la statistique générale en qualité d'ingénieur des travaux statistiques et économiques de 3° classe 2° échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1200) et mis à la disposition du ministre du plan (chapitre 30, article 6, paragraphe 2 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 409-MJ-FP-T du 26/3/76 — M. Nordjoe Kossi-Kouma, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur de 2° classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 24, article 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 410-MJ-FP-T du 26/3/76 — M. Edoh Koffi Wodéba (Augustin), sténodactylographe hors catégorie, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP - employé de bureau) et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration, est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoins administratifs 2° classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie C — indice 550) et conserve son affectation actuelle (chapitre 22, article 8, paragraphe 5 du budget général).

M. Edoh, dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation conserve, à titre personnel le bénéfice de son salaire jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement normal, il atteigne les émoluments égaux ou supérieurs.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 411-MJ-FP-T du 26/3/76 — M. Sebou Kabre (Rigobert), employé de bureau permanent 6<sup>e</sup> catégorie échelle D, titulaire du général certificate of education (ordinary level) et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration togolaise, est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoins administratifs de 2° classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie C — indice 550) et reste mis à la disposition du ministre des affaires étrangères (chapitre 12, article 9 du budget général).

M. Sebou Kabre (Rigobert), dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation conserve, à titre personnel le bénéfice de son salaire jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement normal il atteigne les émoluments égaux ou supérieurs.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 412-MJ-FP-T du 26/3/76 — M. Bator Dankou, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 24, article 7 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 413-MJ-FP-T du 26-3-76 — M. Gafah Kwami (Guy), agent permanent 6<sup>e</sup> catégorie échelle C, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration, est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie C — indice 550) et reste mis à la disposition du ministre des affaires étrangères (chapitre 12, article 2, paragraphe 1 du budget général).

M. Gafah, dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation conserve à titre personnel le bénéfice de son salaire jusqu'à ce que par le jeu de l'avancement normal, il atteigne les émoluments égaux ou supérieurs.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 414-MJ-FP-T du 26-3-76 — Mme Sedoufio née Ankrah Adoudévi, (Fidélia), employée de bureau permanent 5<sup>e</sup> catégorie hors échelle, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP — employée de bureau de 5<sup>e</sup> catég. hors échelle) et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration est admise dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2<sup>e</sup> cl. 1<sup>er</sup> éch. (cat. C — indice 550) et demeure mise à la disposition du ministre de l'équipement rural (chapitre 34, article 5 du budget général).

Mme Sedoufio, dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation conserve à titre personnel le bénéfice de son salaire jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement normal, elle atteigne les émoluments égaux ou supérieurs.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 417-MJ-FP-T du 29-3-76 — M. Kondo Kossi, titulaire du certificat de scolarité de l'école nationale des auxiliaires médicaux, est admis dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité d'infirmier d'Etat de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaire (catégorie C — indice 600) et mis à la disposition du ministre de la santé publique et des affaires sociales (chapitre 22, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 425-MJ-FP-T du 1-4-76 — MM. Agbedinou Zabiéssu Eforwota et Ayivi Ayayi Codjo, titulaires du probatoire du baccalauréat de l'enseignement du second degré, sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 24, article 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 426-MJ-FP-T du 1-4-76 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du Diplôme supérieur de journalisme de l'école supérieure internationale de journalisme de Yaoundé (République Unie du Cameroun), sont admis dans le corps des fonctionnaires de la radiodiffusion en qualité de rédacteurs en chef de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires (catégorie A2-indice 1100) et mis à la disposition du ministre de l'information, des postes et télécommunications (chapitre 26, article 6, paragraphe 1 du budget général) :

Agbeka Komlan Mcnsah	Kpedzroku Koffi Kéli
Anika Togbe De-Santi Do	Mamah Yaya
Apemekou Koffi	Semedo Komla Bawa.
Kavege Koffi Djodji	

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 427/MJ-FP/T du 2-4-76 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Koffi Dotsè (Michel), l'arrêté n° 577/MFP du 4 septembre 1974 portant intégration, accordant bonification d'ancienneté portant reprise de situation administrative

M. Koffi Dotsè (Michel), moniteur permanent 3<sup>e</sup> catégorie échelle A, admis au concours de monitorat (session 1973), est nommé dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteur de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie D-indice 270) et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26 article 7 du budget général exercice 1974 et chapitre 24, article 7 du budget général, exercice 1975) pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1974.

Une bonification d'ancienneté de 6 ans lui est accordée pour ses services antérieurs de moniteur permanent du 11 janvier 1960 au 31 décembre 1973 inclus, conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit:

1-1-74 moniteur de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 6 ans bonification  
 1-1-74 moniteur de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 4 ans bonification  
 1-1-74 moniteur de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 2 ans bonification  
 1-1-74 moniteur de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon (bonification épuisée)

Arrêté n° 428/MJ-FP/T du 2-4-76 — M. Komlanvi Yao, titulaire de la licence es-sciences économiques de l'université de Lyon II (France) et du diplôme d'études supérieures de sciences économiques (D.E.S.) de l'université de droit d'économie et des sciences sociales de Paris est, en attendant la parution du statut particulier du personnel du ministère des finances et de l'économie, admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'administrateur civil de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1300) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 24, article 4, paragraphe 5-a du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 429 MJ/FP/T du 2-4-76 — M. Amegee Koffi (Maurice), titulaire du doctorat en médecine vétérinaire de la faculté de médecine de Créteil de l'université de Paris, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'élevage, en qualité de vétérinaire inspecteur 2e échelon (catégorie A1-indice 1450) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 42, article 15 du budget général).

Une bonification d'ancienneté d'un an un mois quatre jours est accordée à M. Amegee en application des dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969 pour ses services accomplis en France du 1-10-73 au 11-9-74, du 18-11-74 au 12.1.75 et du 12.1.75 au 30.7.75.

Une bonification de 500 points d'indice est en outre accordée à M. Amegee conformément aux dispositions du décret n° 73-163 du 18 septembre 1973.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 430/MJ/FP/T du 2-4-76 — M. Saboutey Yawovi (Philippe), titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) (spécialité, menuiserie) et du diplôme de technicien orthopédiste du centre d'appareillage orthopédique de Tunis, est admis dans le corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en qualité d'agent de maîtrise (contremaître adjoint) 1er échelon stagiaire (catégorie C-indice 550) et mis à la disposition du ministre de la santé publique et des affaires sociales (chapitre 22, article 8, paragraphe 12 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 431/MJ/FP/T du 2-4-76 — M. Azakpo Daté (Gérald), titulaire du « master of arts in teaching degree in English » (maîtrise de l'enseignement d'anglais) du collège de Rhode Island, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3e classe 2e échelon (catégorie A1-indice 1450) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 24, article 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 432/MJFP/T du 2-4-76 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du baccalauréat de l'enseignement du second degré, sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs de 2e classe 1er échelon stagiaires (catégorie B-indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 24, article 6 du budget général) :

Klu Adzidedzi Koffi  
Amouzou Foly Woyena Foly  
Devotso Tsogbevi H. Afeleté.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 433/MJ/FP/T du 2-4-76 — Les candidats ci-après désignés, reçus au concours direct de recrutement des instituteurs-adjoints stagiaires, sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoints de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie C-indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 24, article 7 du budget général) :

Epou Komla Mawussi  
Ocloo Kwassi Mensa  
Akpabie Adoté Edem

Dogan Yawo Edem  
Dalakena Djadja  
Langa Fangbédji.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 434-MJ-FP-T du 2-4-76 — M. Adelan Koffi (Antoine), employé de bureau permanent 5e catégorie échelle D, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration togolaise, est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C-indice 550) et resté mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 8 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 435/MJ/FP/T du 2-4-76 — M. Ta-Ama Nolana, titulaire de la licence en droit et du diplôme de l'institut international d'administration publique (section diplomatique) est, en attendant la parution du statut particulier des fonctionnaires des affaires étrangères, admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'administrateur civil de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1300) et mis à la disposition du ministre des affaires étrangères (chapitre 12, article 2 paragraphe 2 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

## DIVERS

### MINISTERE DE L'INTERIEUR

#### Interdiction de la projection de films cinématographiques

Arrêté n° 75-INT-SG-APA-AP du 6-4-76 — Est interdite sur toute l'étendue du territoire de la République togolaise, la projection des films ci-après :

- 1° — "Ravi"
- 2° — "La révolte des morts vivants"
- 3° — "Toute nudité sera châtiée"
- 4° — "La horde sauvage".

Arrêté n° 76-INT-SG-APA-AP du 9-4-76 — Est interdite sur toute l'étendue du territoire de la République togolaise, la projection des films ci-après :

- 1° — La fureur apache
- 2° — Sexe fou.

Arrêté n° 84-INT-SG-APA-AP du 21-4-76 — Est interdite sur toute l'étendue du territoire de la République togolaise, la projection des films ci-après :

- 1° — Salut les frangines
- 2° — Mon frère, mon assassin.

### Secrétaires de chefs de canton

Décision n° 55-INT-SG-APA-AP du 9-4-76 — Sont et demeurent rapportées les décisions n°s 25-INT et 87-INT des 25 mars 1962 et 23 novembre 1965 en ce qui concerne les nommés Aliko Malou (ex Mathias) et Araba Gnandhène (ex Hilaire), respectivement secrétaires des chefs de canton d'Ataloté et Nadoba (Tamberma-ouest) circ. de Kandé.

Sont nommés pour compter du 1er janvier 1975, secrétaires des chefs de canton ci-après les personnes dont les noms suivent :

M. Aka Animba Assèwè, secrétaire du chef de canton d'Ataloté (circonscription administrative de Kandé), en remplacement de M. Aliko Malou (ex Mathias), appelé à d'autres fonctions.

M. N'Poh Soity N'Tokouba, secrétaire du chef de canton de Nadoba (Tamberma-ouest) (circ. adm. de Kandé), en remplacement de M. Araba Gnandhène (ex Hilaire), appelé à d'autres fonctions.

Les intéressés percevront en cette qualité des indemnités annuelles suivantes :

Aka Animba Assèwè ..... 72.000

N'Poh Soity N'Tokouba ..... 64.000

La dépense est imputable au budget général, exercice 1976, chapitre 14, article 6, paragraphe 2.

Décision n° 60-INT-SG-APA-AP du 15-4-76 — M. Kou tone Arzoume est nommé secrétaire du chef de canton de Naki-ouest.

L'intéressé percevra en cette qualité une indemnité annuelle de 64.000 francs.

La dépense est imputable au budget général exercice 1976, chapitre 14, article 6, paragraphe 2.

La présente décision prend effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

### Expulsion

Arrêté n° 80/INT/DSN du 13/4/76 — Il est enjoint aux nommés :

1 — Farah Joseph François, âgé de 23 ans, né le 9 mars 1953 à Lomé, fils de Joseph Farah et de feu Salwa Barsouna, étudiant en informatique à l'Université d'Arts et Métiers de Paris, célibataire sans enfant, de race et coutume libanaise, de religion catholique, domicilié à Lomé chez son père ;

2 — Abdallah El-Achkar Régina, âgée de 29 ans, née en 1947 à Koumassi (Ghana), fille de El-Achkar Abdallah et de Ghosein Sharifel, étudiante, domiciliée à Accra (Asalem Down) auprès de sa sœur Ivonne Madouk, célibataire sans enfant, de religion catholique, de race et coutume libanaise ;

de quitter le Togo dans un délai de 24 heures.

Il est interdit aux intéressés de réapparaître sur toute l'étendue du territoire de la République.

### MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

#### Concession de pensions de retraite, de veuve et d'orphelin

Arrêté n° 143/MFE/CR du 13/4/76 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Veuve Ayivi Manatom (née Sara) épouse de M. Ayivi (Nicodème), ouvrier hors classe des travaux publics du Togo (indice 678 pourcentage 61%) en retraite décédé le 15 décembre 1975, une pension de veuve au taux annuel de CENT DIX SEPT MILLE CINQ CENT SEIZE (117.516) francs pour compter du 1er janvier 1976.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à VINGT TROIS MILLE CINQ CENT QUATRE (23.504) francs pour compter du 1er janvier 1976 à chacun des orphelins mineurs dénommés ci-après :

Louis, né le 25 août 1958

Jules, né le 12 avril 1961.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments accordés aux orphelins susdénommés susceptibles d'être comparés au montant des avantages familiaux prévus par les textes en vigueur seront versés entre les mains de M. Ayivi Mensah (Lucas), administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 150/MFE/CR du 13/4/76 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 70%) au montant annuel de DEUX CENT QUATRE VINGT HUIT MILLE QUATRE CENT QUATRE (288.404) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Laré Balaté, brigadier de police 3<sup>e</sup> échelon du corps du personnel de la police du Togo (indice 725) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1976.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Laré Balaté pour compter du 1er janvier 1976, une majoration pour famille nombreuse au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 3<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Monnipak, née le 24 avril 1951

Yindouko, né le 14 août 1954

Layobe, née le 17 juin 1957.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à vingt huit mille cent quarante (28.840) francs pour compter du 1er janvier 1976.

M. Laré Balaté pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1976 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4<sup>e</sup> au 11<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Oumomadibié, né le 1<sup>er</sup> juillet 1961

Gbalinko, née le 25 août 1964

Mikidjiébe, né le 13 octobre 1964

Damigou, née le 25 avril 1965

Podan, née le 29 mars 1967

Nanka, né le 4 mars 1972

Lampougini, né le 6 février 1973

Balaté né le 28 décembre 1974.



Arrêté n° 151/MFE/CR du 13/4/76 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Allah Kununya Amévi (née Akakpo), épouse de M. Allah Ayao Kokou (Albert), gendarme adjoint de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon n° mle 596 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 395, pourcentage 19%) décédé le 19 juillet 1975, une pension de veuve au taux annuel de VINGT ET UN MILLE TROIS CENT VINGT HUIT (21.328) francs pour compter du 1<sup>er</sup> août 1975. Cette pension est augmentée d'une rente viagère d'invalidité fixée à QUATRE VINGT CINQ MILLE DEUX CENT QUARANTE QUATRE (85.244) francs par an pour compter du 1<sup>er</sup> août 1975.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse, une pension temporaire d'orphelin fixée à QUATRE MILLE DEUX CENT SOIXANTE HUIT (4.268) francs par an pour compter du 1<sup>er</sup> août 1975 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Mawouli, né le 2 décembre 1968

Agbéko, né le 25 octobre 1973

Afiwa, née le 1<sup>er</sup> mars 1974.

Cette pension est augmentée d'une rente viagère d'invalidité fixée pour chacun des orphelins désignés ci-dessus à DIX SEPT MILLE QUARANTE HUIT (17.048) francs par an pour compter du 1<sup>er</sup> août 1975.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins susdénommés seront versés entre les mains de M. Allah Kokou Edo, chargé de leur tutelle.

Arrêté n° 152/MFE/CR du 13/4/76 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Aourougou Tchangou (née Kpakpakou) épouse de M. Aourougou Adjaré Tchao, gendarme mobile de 2<sup>e</sup> classe 9<sup>e</sup> échelon n° mle 1829 du corps du personnel de la gendarmerie mobile togolaise (indice 550, pourcentage 41%) en retraite décédé le 15 mars 1975, une pension de veuve au taux annuel de SOIXANTE QUATRE MILLE SOIXANTE SEIZE (64.076) francs pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1975.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo une pension temporaire d'orphelin fixée à douze mille huit cent seize (12.816) francs par an pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1975 à chacun des orphelins désignés ci-dessous :

Atcheholo, né le 22 mai 1954

Ouléssi, né le 2 février 1960

Kossi, né le 13 mai 1962

Katesim, née le 30 novembre 1962

Célestin, né le 31 juillet 1966

Antoinette, née le 22 septembre 1966

Toulérá, née le 22 septembre 1969.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 23-18 du 21 novembre 1963 les pensions d'orphelin attribuées ci-dessus ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins susdénommés seront versés entre les mains de Mme veuve Aourougou Tchangou (née Kpakpakou), administratrice des biens et tutrice des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 153/MFE/CR du 13/4/76 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 45%) au montant annuel de CENT SEPT MILLE QUATRE CENT HUIT (107.408) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Daliwa Bakomkadjoua, soldat de 1<sup>re</sup> classe 5<sup>e</sup> échelon n° mle 20957 du corps du personnel du 1<sup>er</sup> régiment interarmes togolais (indice 420) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> septembre 1975.

M. Daliwa Bakomkadjoua pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1975 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 18<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Bakomkadjoua, né le 13 avril 1962

Yaona, née le 17 août 1963

Bayoubena, née le 30 janvier 1965

Bougoundjoma, né le 15 juin 1965

Banguéda, né le 24 janvier 1966

Daguissa, né le 16 juin 1967

Bassagoua, né le 16 juin 1967

Douna, né le 8 mars 1968

Koufitiga, né le 25 avril 1969

Kouchagoa, né le 8 août 1969

Danyèma, né le 14 novembre 1969

Bakoèrimé, née le 13 septembre 1970

Maguida, née le 3 mars 1972

Boussouamekpo, né le 4 juillet 1972

Nina, née le 14 janvier 1973

Moguima, née le 15 avril 1973

Lakeba, née le 26 septembre 1973

Kpandjoulma, née le 1<sup>er</sup> avril 1975.

Arrêté n° 161/MFE/CR du 13/4/76 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacun des orphelins de M. Dougah Kodjo (Frédéric), gardien de la paix 6<sup>e</sup> échelon du corps du personnel de la police (indice 550, pourcentage 34%) décédé le 24 avril 1974, ci-après désignés :

Nanmila, née le 8 février 1963

Maguema, née le 25 décembre 1968

Mangah, né le 6 juin 1971

Tonkagueda, né le 8 juin 1971

Koulantessa, né le 5 janvier 1974,

une pension d'orphelin fixée à DIX MILLE SIX CENT VINGT HUIT (10.628) francs pour compter du 6 février 1975.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelin accordées ci-dessus susceptibles d'être comparées au montant des avantages familiaux prévus par les textes en vigueur, à M. Dougah Kodjo (Frédéric), seront versées entre les mains de M. Dougah Tchakao (René), administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.



**PARTIE NON OFFICIELLE****AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES****Avis d'Appel d'offres**

Il est lancé un appel d'offres pour la construction d'un centre administratif des services économiques et financiers à Lomé

Les travaux sont divisés en 13 (treize) lots:

Lot n° 1 — Terrassements, canalisation, assainissements, voirie, gros œuvre, béton armé, maçonnerie étanchéité isolation.

Lot n° 2 — Menuiserie métallique, serrurerie Brise soleil, cloison amovibles.

Lot n° 3 — Menuiserie bois.

Lot n° 4 Faux-plafonds, staff, plafond métallique.

Lot n° 5 — Carrelage, faïence, granito, marbre, moquette, dalles thermoplastiques.

Lot n° 6 — Plomberie — sanitaires.

Lot n° 7 — Climatisation

Lot n° 8 — Electricité

Lot n° 9 — Courants faibles, téléphone, télévision

Lot n° 10 — Ascenseurs

Lot n° 11 — Peintures, revêtements

Lot n° 12 — Miroiterie, vitrerie.

Lot n° 13 — Matériel pour entretien façade.

Les entrepreneurs peuvent soumissionner pour un ou plusieurs lots. Les soumissions devront parvenir avant onze heures (11 H.) locales du jour fixé pour l'ouverture des plis non publique qui aura lieu à la présidence de la République de Lomé, salle de réunion de la commission consultative des marchés à quinze heures locales le 21 juillet 1976.

Les exemplaires du dossier d'appel d'offres peuvent être obtenus:

A Lomé: A.G.A.T 65, rue d'Aného — Tél. 59-50 ou 43-85.

A Paris: A.G.A 110, rue Faubourg poissonneries 75010 — Tél. 878-14-20.

Contre un chèque de 130.000 frs CFA établi suivant les adresses ci-dessus.

Pour renseignements complémentaires, s'adresser à l'arrondissement bâtiments-direction des travaux publics à Lomé.

Lomé, le 20 avril 1976

*Le Directeur des travaux publics du Togo.*

Y. Dagadzi

**BANQUE : TAW Leasing Togo ETAT : Togo**

**Exercice : 1973-74**

**BILAN****ACTIF**

Caisses, Postes, Trésors Publics, Banque Centrale	—
Banques et correspondants	1.565.606
Portefeuille effets	—
Crédits à court terme	—
Crédits à moyen terme	—

<b>Crédits à long terme</b>	92.334.842
Débiteurs divers	6.142.755
Débiteurs par acceptation	5.366.245
Titres-participations	6.000.000
Actionnaires	—
Comptes d'ordre et divers	10.530.833
Immeubles et mobilier et immobilisation en location	65.617.069
Pertes de l'exercice	13.652.154
Pertes des exercices antérieurs	—
	<b>201.209.506</b>

**PASSIF**

Postes — Trésors Publics	—
Comptes de chèques	—
Comptes courants	—
Banques et Correspondants	—
Comptes exigibles après encaissement	—
Créditeurs divers	184.009.865
Acceptations à payer	—
Bons et comptes à échéance fixe	—
Comptes d'ordre et divers	17.199.641
Provisions	—
Réserves	—
Capital ou Dotations	—
Bénéfices de l'exercice	—
Bénéfices reportés	—
	<b>201.209.506</b>

**HORS BILAN**

Engagements par cautions et avals	—
Effets escomptés circulant sous notre endos ou pensionnés	—
Ouverture de crédits confirmés	—

**BANQUE : TAW Leasing Togo ETAT : Togo**

**Exercice : 1974-75**

**BILAN****ACTIF**

Caisses Postes, Trésors Publics, Banque Centrale	—
Banques et correspondants	586.107
Portefeuille effets	—
Crédits à court terme	—
Crédits à moyen terme	—
Crédits à long terme	101.253.257
Débiteurs divers	—
Débiteurs par acceptation	31.905.960
Titres — Participations	6.000.000
Actionnaires	—
Comptes d'ordre et divers	—
Immeubles et mobilier et matériel en location	42.461.420
Pertes de l'exercice	6.858.304
Pertes des exercices antérieurs	—
	<b>202.717.502</b>

**PASSIF**

Postes — Trésors Publics .....	—
Comptes de chèques .....	—
Comptes courants .....	—
Banques et correspondants .....	—
Comptes exigibles après encaissement .....	—
Créditeurs divers .....	184.177.262
Acceptations à payer .....	—
Bons et comptes à échéance fixe .....	—
Comptes d'ordre et divers .....	—
Provisions .....	—
Réserves .....	18.540.240
Capital ou Dotations .....	—
Bénéfices de l'exercice .....	—
Bénéfices reportés .....	—
	<b>202.717.502</b>

**HORS BILAN**

Engagements par cautions et avals .....	—
Effets escomptés circulant sous notre endos ou pensionnés .....	—
Ouverture de crédits confirmés .....	—

**CONSERVATION DE LA PROPRIETE FONCIERE****Avis de demandes d'immatriculation**

*(Le service du journal officiel décline toute responsabilité quant à la teneur des actes publiés sous cette rubrique).*

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations, es mains du Conservateur soussigné, dans le délai de trois mois à compter de l'affichage des présents avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal de Droit Moderne de Première Instance de Lomé et des sections d'Aného et d'Atakpamé dudit tribunal.

Suivant réquisition, n° 7226 déposée le 12 mars 1976, le sieur Folly Loko (Christophe), profession d'employé à la pharmacie du Bénin, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 4a 00ca, situé à Tokoin-Ouest, commune de Lomé, connu sous le nom de Cassablanca et borné au nord par une rue en projet, de 12 mètres, au sud par le lot n° 7 à l'est par le lot n° 10 et à l'ouest par le lot n° 8.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7227 déposée le 12 mars 1976, la dame Kossiwa Ayéva (née Sevo), profession de secrétaire à la Sitram, demeurant et domiciliée à Lomé, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 6a 70ca, situé à Tokoin, commune de Lomé connu sous le nom de Klé-

vé et borné au nord, au sud et à l'ouest par la propriété de la collectivité Zigui Agbon et à l'est par une rue en projet.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7228, déposée le 12 mars 1976 le sieur Quadjovic Mitronunya (Romuald), profession de professeur au lycée de Tokoin demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 11 ha 31a 18ca, situé à Avetonou, circ. adm. de Kloto, connu sous le nom de Wokpa et borné au nord par un passage de 10 mètres, au sud et à l'est par Jonathan Awuyah, à l'ouest par M. Quadjovic Ferdinand.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.241, déposée le 30 mars 1976 M. Djidjilevo Vilevo Dossou, profession d'Ingénieur d'Agriculture, à la Sorad Maritime, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 11 a 98 ca situé à Tokoin, Commune de Lomé, connu sous le nom de Wuiti et borné au Nord et à l'Est par la collectivité Gnissou, au Sud et à l'Ouest par des rues en projet.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.244, déposée le 7 avril 1976 M. Woglo Gnagbodjo (Paul), profession d'Employé de bureau aux Domaines, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, représentant de M. Doumagnon Edoh Michel, menuisier, demeurant à Bondoukou (RCI), de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 5a 69 ca situé à Tokoin Commune de Lomé connu sous le nom de Dogbéavou et borné au Nord et à l'Est par la propriété de la collectivité Sikpoé par la zone de protection et à l'Ouest par une rue en projet.

Il déclare que ledit immeuble appartient à M. Doumagnon Edoh Michel et n'est à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.249, déposée le 8 avril 1976 M. Adjoyi Boniface K. Mario, profession de Géomètre au Service du Paludisme demeurant et domicilié à Lomé-Nyékouakpoé majeur non interdit, jouissant de

ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 7 ares situé à Tokoin, Commune de Lomé connu sous le nom d'Abovey et borné au Nord et à l'Est par la propriété Amédéka Adika, au Sud par une rue en projet et à l'Ouest par la route de Kpalimé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.221, déposée le 5 mars 1976 Mme Massanvi Doe Bruce, profession de revendeuse demeurant et domiciliée à Lomé, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 6 a 26 ca situé à Lomé Nava, Commune de Lomé, et borné au Nord par la propriété Amemaka Libla, au Sud par le Boulevard Circulaire, à l'Est par Mme Adjoavi Founke et à l'Ouest par le T.F. n° 2889 T.T.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.222, déposée le 10 mars 1976 M. J. C. Edo Dégnon Johnson, profession de Directeur de l'Exploitation Supergros à la SCOA-TOGO, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 38 ha 65 a 92 ca situé à Yokélé Circonscription administrative de Kloti connu sous le nom d'Avégbadzé et borné au Nord par Ayim Situs, à l'Est par Marcus Quindah, Azouma Alfred et Agbozo Michel, au Sud par Nyawuve Thomas et la famille Adjina et à l'Ouest par Konoutse Komi et Agbozo Michel.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.225, déposée le 12 mars 1976 le sieur Fiatty-Amenouvor Komlanvi profession d'Agent de Recouvrement du Trésor, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 7 a 50 ca situé à Aflao Gakli, circonscription administrative de Lomé, et borné au Nord,

au Sud et à l'Est par la collectivité Kpedza Tomety, à l'Ouest par une rue.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.229, déposée le 16 mars 1976 le sieur Anika Komi Koumedzikpo (Marcus), profession de Maçon, demeurant et domicilié à Lomé Nyékonakpoé, Rue Anippah Dossou prolongée, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 1 a 75 ca situé à Nyékonakpoé, Commune de Lomé et borné au Nord par Houenou Messanvi, au Sud par le T.F. n° 4422 R.T., à l'Est par une rue non dénommée de 10 mètres et à l'Ouest par la propriété de la Collectivité Amémaka.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition n° 7.230, déposée le 16 mars 1976 le sieur Gilbert Kodjo Bannerman, profession de Boulanger demeurant et domicilié à Lomé — Nyékonakpoé, 21 rue Anippah Dossou, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 10 a 83 ca situé à Atakpamé Commune d'Atakpamé connu sous le nom de quartier Gnagna et borné au Nord par l'Avenue du Kamina, à l'Est par une rue nom dénommée, au Sud et à l'Ouest par les héritiers Thom Dotey Agbodjan.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.231, déposée le 16 mars 1976 le sieur Coquerel Alfred profession de directeur de l'Ecole de la Mission Chrétienne demeurant et domicilié à Vogan (Mission Chrétienne), agissant au nom et pour le compte de la Mission Chrétienne de Tigoé Akoumapé majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République Togolaise d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 2 ha 37 a 16 ca situé à Akoumapé Tigoé. circ. adm. de Vo connu sous le nom de Diogbé et borné au nord par Assigno Hoynyada, au Sud par Amewogno Adrakou, à l'Est par la route Akoumapé-Tokamé et à l'Ouest par Ayawo Logossou.

Il déclare que ledit immeuble appartient à la mission chrétienne et n'est à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.232, déposée le 18 mars 1976 le sieur Senavon Kokou Koutoglo, profession de Chef de Gare à Wahala, demeurant et domicilié à Wahala (Notsé), majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain affectant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 9 ha 30 a 52 ca situé à Kolo Gare, circonscription administrative de Tsévié et borné au Nord par Atifli Ekpé, au Sud par Aziabo Amenyaglo et Gbogan Ameganyibo, à l'Est par l'emprise de la voie ferrée Lomé-Blitta et à l'Ouest par Kodjo Adégan.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.233, déposée le 19 mars 1976 le sieur Théophile Zomayi Amevoh, profession d'Ingénieur au Génie Rural, demeurant et domicilié à Lomé 14, rue champ de Course, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 11 a 98 ca situé à Tokoin, Commune de Lomé connu sous le nom de Wuiti et borné au Nord et à l'Est par des rues en projet, au Sud par Aziakou Gamadiko Logan et à l'Ouest par Kouviounou Midozutso et Aziakou Gamadiko Logan.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.234, déposée le 23 mars 1976 le sieur Adigo Tona Pierre profession de médecin, demeurant et domicilié à Lomé (Service Nationale du Paludisme), majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, co-propiétaire avec Mme Adigo, née Lawson Kayssan Sophie infirmière à Lomé, demande l'immatriculation au livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 28 a 00 ca situé à Aflao, circons. adm. de Lomé connu sous le nom de Soviépié et borné au nord par Kokou Hafi, au sud par Atsou Gbolovou, à l'est par la collectivité Kuashie Vonor et à l'ouest par Nyatéolé Amekui et Kokou Alipui.

Il déclare que ledit immeuble leur appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.235, déposée le 23 mars 1976 le sieur Yissifou Barga Gado, profession de boucher, demeurant et domicilié à Lomé, quartier Zongo, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 34 a 98 ca situé à Aflao Gakli, circonscription administrative de Lomé, et borné au Nord par Komi

Dabla, au Sud par la collectivité Yehouenou Bolou, à l'Est par Agbéléwogbo Zakpé et à l'Ouest par Yésokpe Zakpé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.237, déposée le 29 mars 1976 M. Nouvi Tèvi Stéphan (dit Dégbava), profession de Photographe, demeurant et domicilié à Lomé, 52 Avenue du 24 janvier, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 3 a 29 ca situé à Lomé, Commune de Lomé connu sous le nom de quartier Sanoussi et borné au Nord par les héritiers Zanou, au Sud par la Rue de Paris, à l'Est par Mme Alice Gamadeku et à l'Ouest par Mme Marie Akua Santos (Titre foncier n° 6.898 R.T.).

Il déclare que ledit immeuble, lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.238, déposée le 29 mars 1976 M. Madjri Ahlonko Afanyihoun (Isidore), profession d'Infirmier au C.F.T., demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 2 a 34 ca situé à Bè, Commune de Lomé connu sous le nom de Apéyéme et borné au Nord par la propriété Houdjo Afangbédji, au Sud et à l'Est par le titre foncier n° 3.511 T.T. et à l'Ouest par une rue non dénommée.

Il déclare que ledit immeuble, lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.239, déposée le 29 mars 1976 le sieur Ajavon Ayité (Fortuné) profession d'Agent administratif comptable, demeurant et domicilié à Lomé, rue des Palmiers prolongée (Service des Mines) majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 8 a 77 ca situé à Tokoin Centre, Commune de Lomé et borné au Nord par les lots 44 et 45, au Sud et à l'Ouest par des rues en projet, à l'Est par le lot n° 58.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 7.240, déposée le 30 mars 1976 le sieur Joseph Edoh Amenouvé profession d'Instituteur, demeurant et domicilié à Baguida (circ. de Lomé) s/c de M. Ayité Hillah, notaire à Lomé, majeur

non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République Togolaise, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 5 a 00 ca situé à Aného Commune dudit connu sous le nom d'Adjido et borné au Nord par Vitus Agbodazé, au Sud par la famille de Souza, à l'Est par une rue en projet et à l'Ouest par Eric Netchenawoé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

*Le conservateur de la propriété foncière,*

Tété Wilson Bahun

## Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le mardi 1er juin 1976, à 7 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kpalimé circ. adm. de Kloto, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 23a 63ca, connu sous le nom de Hetoé et borné au nord, à l'est et à l'ouest par des rues en projet, au sud par Maria Eliegbor, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Vovor Mawupé Vincent, inspecteur des douanes à Lomé, suivant réquisition du 16 juillet 1973, n° 6258.

Le vendredi 4 juin 1976, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Agou-Nyogbo, circ. adm. de Kloto, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 7ha 07a 47ca, connu sous le nom de Agbétiko-Afohavi et borné au nord par Mme Agbélété Julienne et Mme Amegadji Justine, au sud par M. Lawson Toussaint, à l'est par la route Agbetiko-Gamakui, à l'ouest par la propriété de Mme Julienne Agbélété, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Ekoué-Hagbonon Messan Raphaël, architecte au service de l'urbanisme à Lomé, suivant réquisition du 8 avril 1975, n° 6843.

Le mardi 15 juin 1976, à 9 h 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Sanguéra, circ. adm. de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 17a 51ca, connu sous le nom de Démé et borné au nord, à l'est et à l'ouest par Dégbé Aziamba Dokpo, au sud par la ligne de la haute tension Kpalimé-Lomé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Anani Koffi Antoine, commis à la direction des T.P. à Lomé, suivant réquisition du 28 mai 1975, n° 6915.

Le lundi 28 juin 1976, à 7 h 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Doulassamé, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 2a 05ca, et

borné au nord, au sud et à l'est par la collectivité Adjallé-Dadzie, à l'ouest par la rue de Paris, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Ollanlo Kouvo Mawulé adjudant chef de police en retraite à Lomé, suivant réquisition du 29 mai 1975, n° 6916.

Le lundi 28 juin 1976, à 9 h 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Doulassamé commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 4a 01ca, et borné au nord par la rue Piquelin, au sud, à l'est et à l'ouest par la propriété Joseph Eklou Adjallé-Dadzie, dont l'immatriculation a été demandée par la première Eglise de la Mission Baptiste de Lomé, suivant réquisition du 5 juin 1975, n° 6923.

Le mardi 8 juin 1976, à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Agotimé-Adamé, circ. adm. de Kloto, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 153ha 36a 65ca, connu sous le nom de Agoto Hénonoé et borné au nord par le Capitaine Eugène Koffi Tépé et la collectivité Agbasségué, au sud, à l'est et à l'ouest par la propriété de la collectivité Agbasségué, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Vovor Edohe Etienne, sous-directeur à la BCEAO à Lomé, suivant réquisition du 30 juin 1975, n° 6938.

Le mardi 22 juin 1976, à 7 h 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 4a 64ca, connu sous le nom de Dossooukopé et borné au nord par la collectivité Mississogbui, au sud et à l'est par des rues, à l'ouest par la collectivité Ayor Adzomayi, dont l'immatriculation a été demandée par la dame Agbo Adjowavi, née Adjognon, Laborantine d'Etat à l'IN.H. à Lomé, suivant réquisition du 4 juillet 1975, n° 6950.

Le vendredi 11 juin 1976, à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Badou, circ. adm. de Badou, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 8a 94ca, connu sous le nom de Outizibè et borné au nord par M. Amegbenyoe Kugblenu, au sud par la route interterritoriale Badou-Kadjébi, à l'est par le ruisseau Outizibè et à l'ouest par MM. Kudzawu Kouma et Edohe Atsutsè Athanase, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Yeyessin David, agent des P.T.T. à Lomé, suivant réquisition du 9 juillet 1975, n° 6959.

Le mardi 1er juin 1976, à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kpalimé, circ. adm. de Kloto, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 10a 30ca, connu sous le nom de Nyivémé et borné au nord et à l'ou-



est par des rues, au sud par Naassou Félix et Akpama Samuel, à l'est par M. Edouard Awukloo, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Assogbavi Kokou (Michel), ingénieur des travaux publics à Lomé, suivant réquisition du 11 juillet 1975, n° 6962.

Le mercredi 2 juin 1976, à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kpalimé, commune de Kpalimé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 6a 28 ca, connu sous le nom de Tsihi et borné au nord par une rue en projet, au sud par Alex K. Gbevofo, à l'est par Ernest Agbeney et à l'ouest par Emmanuel Gbevofo, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Kpetsu Yao Gabriel, contrôleur des douanes au Port à Lomé, suivant réquisition du 11 août 1975, n° 6993.

Le mercredi 16 juin 1976, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kévé, circ. adm. de Tsévié, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 42a 38ca, connu sous le nom de Mondjigblé et borné au nord et au sud par la propriété Hodgebé Alokpa, à l'est par Kodjo Helleka et à l'ouest par Kokou Gbalassina, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Aboga Ktchimba, agent de santé publique à la Clinique Bon Secours à Lomé, suivant réquisition du 26 août 1975, n° 7.004.

Le mardi 22 juin 1976, à 9h 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Klikamé, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6a 86ca, et borné au nord, au sud et à l'ouest par la collectivité Mississogbi, à l'est par une rue en projet, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Agouda Bourajma Moussa, chauffeur à l'O.P.A.T. Lomé, suivant réquisition du 9 septembre 1975, n° 7019.

Le jeudi 24 juin 1976, à 8 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 ares, connu sous le nom de Klikamé et borné au nord par une rue en projet, au sud, à l'ouest et à l'est par la collectivité Sikpoé, dont l'immatriculation a été demandée par la dame Toffa Ogile, née Paraiso, institutrice à Lomé, mandataire du sieur Paraiso Gaston, dessinateur à Abidjan (R.C.I.), suivant réquisition du 10 septembre 1975, n° 7023.

Le lundi 21 juin 1976, à 7 h 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Bè Klikamé, commune de Lomé, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 13a 56ca, et borné au nord et à l'ouest par des rues en projet, au sud

par la collectivité Sodogas et à l'est par la route de raccordement, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Komlan Tossou (Lucien) directeur adjoint de la B.T.C.I. à Lomé, suivant réquisition du 18 septembre 1975, n° 7026.

Le mardi 29 juin 1976, à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Doulassamé, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 3a 18ca et borné au nord par la rue Félix Ahouga, au sud, à l'ouest et à l'est par la collectivité Adjallé Dadzie, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Hinvi (Sébastien) Sétondji, employé à la C.N.S.S. à Lomé, suivant réquisition du 22 septembre 1975, n° 7031.

Le jeudi 10 juin 1976, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Avetonou, circ. adm. de Kloto, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 10ha 93a 51ca, connu sous le nom de Wokpa et borné au nord par l'emprise de la voie ferrée Lomé-Kpalimé, au sud et à l'est par la propriété Agbévé Awuyah, à l'ouest par Kiywou Hubert, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Arouna Houenouwawa, fonctionnaire au ministère du développement rural à Lomé, suivant réquisition du 29 septembre 1975, n° 7.034.

Le vendredi 25 juin 1976, à 7 h 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, circ. adm. de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 ares connu sous le nom de Klikamé et borné au nord par une rue, au sud, à l'est et à l'ouest par la propriété de la collectivité Sikpoé, dont l'immatriculation a été demandée par M. et Mme Kouléwossi Kossivi Ambroise et Marie Thérèse, née Bouyer, chauffeur — encaisseur demeurant en France, suivant réquisition du 29 septembre 1975, n° 7.035.

Le mercredi 2 juin 1976, à 7 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kpalimé, circ. adm. de Kloto, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 4a 93ca, connu sous le nom de Domé et borné au nord par la route Kpalimé-Agou Nyongbo, au sud par M. Domingo Thobias, à l'est par la boucherie et à l'ouest par M. Ben Woamédé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Awuklu Kwami Edodzi, géomètre-dessinateur à Kpalimé-Domé, suivant réquisition du 1er octobre 1975, n° 7.037.

Le mercredi 30 juin 1976, à 7 h 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, commune de dit, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 3a 54ca, et borné au nord par le titre foncier n° 86 de Lomé à l'ouest par la rue du Maréchal Gallienne, au sud par un terrain



du sieur Th. Anthony, et à l'est par le surplus de la propriété du feu William Kponvé Folivi, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur William Ayi Folivi chef de gare en retraite, suivant réquisition du 20 octobre 1975, n° 7.049.

Le vendredi 18 juin 1976, à 7 h 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aflao, circ. adm. de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 21ha 95a 20ca, connu sous le nom de Adidogomé-Gblinkomé et borné au nord par les propriétés des familles Zognra et Soadzedé, au sud par la propriété de la famille Dogbé Kpotsi, à l'est par la propriété de la famille Edzito et à l'ouest par la propriété Atikpo Mississo, dont l'immatriculation a été demandée par la dame Christine Bessou revendeuse mandataire de la collectivité Bessou, suivant réquisition du 22 octobre 1975, n° 7.051.

Le vendredi 25 juin 1976, à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Bè, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5a 99ca, connu sous le nom de Klikamé et borné au nord par une rue en projet, au sud à l'est et à l'ouest par la propriété Sikpoé, dont l'immatriculation a été demandée par la dame Waliatou Lawson employée au CFT Lomé, suivant réquisition du 3 novembre 1975, n° 7.065.

Le jeudi 24 juin 1976, à 7 h 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Bè, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 35a 49ca, connu sous le nom de Klikamé et borné au nord, à l'ouest et au sud par des rues non dénommées, et à l'est par la propriété Sikpoe, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Bagnah Ogamo administrateur civil à Lomé, suivant réquisition du 4 novembre 1975, n° 7.067.

Le jeudi 24 juin 1976, à 9 h 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Bè, circ. adm. de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 ares, connu sous le nom de Klikamé et borné au nord, au sud et à l'ouest par la collectivité Sikpoé, à l'est par une rue, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Woolley Tychus Lawson, fonctionnaire en retraite à Lomé, 23 rue Tamakloe, mandataire de M. Lawson Latévi Atcho Elliot Magnus, suivant réquisition du 13 novembre 1975, n° 7.082.

Le mardi 15 juin 1976, à 7 h 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Sanguéra, circ. adm. de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 7a 08ca 26 connu sous le nom de Sanguéra et borné au nord par la mission catholique, au sud par la propriété Komla Gogo, à l'est par la route de Palimé et à l'ouest par la propriété

té Afatchawo, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Atandji Sessi Mawoko menuisier à Sanguéra s/c de M. Akakpo Migbodji S.G.G.G. B.P. 330, suivant réquisition du 18 novembre 1975, n° 7.086.

Le jeudi 3 juin 1976, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Agou-Nyogbo circ. adm. de Klouto, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 4ha 44a 2ca, connu sous le nom de Wou et borné au nord par le ruisseau Wou, au sud et à l'est par la mission Evangélique et à l'ouest par la propriété Djampé Komla Soglo, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Gharthey Kwame Charles Dentiste-chirurgien au C.H.U. — Lomé, suivant réquisition du 18 novembre 1975, n° 7.087.

Le mercredi 23 juin 1976, à 7 h 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 ares, connu sous le nom de Klikamé et borné au nord et au sud par la collectivité Bolu, à l'est par la propriété Chitou Noufoudine et à l'ouest par une rue en projet, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Messan Ventura monteur-électricien à Lomé — mandataire de M. Ayayi Sankara Ventura, chauffeur à Lomé, suivant réquisition du 2 décembre 1975, n° 7.107.

Le jeudi 17 juin 1976, à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aflao, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 57 a, 18 ca, connu sous le nom de Totsivi-Gblinkomé et borné au Nord-Ouest et à l'Ouest par la propriété Akakpo Kossi, au Nord-Est et à l'Est par la propriété Wessigbé Boletotsi, au Sud par la collectivité Adzesi, dont l'immatriculation a été demandée par la dame Grunitzky Akofala (ex-Vinolia), propriétaire à Lomé, 75 Boulevard Circulaire, suivant réquisition du 3 décembre 1975, n° 7.110.

Le lundi 14 juin 1976, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aného, commune du dit consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 50 ares, 01 ca, connu sous le nom de Aného-Ville et borné au Nord par l'Emprise de la voie ferrée d'Aného vers le Pont, au Sud par la Route Internationale Lomé-Cotonou à l'Est et à l'Ouest par la propriété da Silveira, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Akoumani Kodjo François, directeur général de la CNSS, représentant de la dite caisse, suivant réquisition du 4 décembre 1975, n° 7.111.

Le lundi 14 juin 1976 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Nlensi commune d'Aného consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 1 ha

01 a 77 cas, connu sous le nom de Nlensi et borné au nord, au sud, à l'est et à l'ouest par des rues non dénommées, dont l'immatriculation a été demandée par le receveur des domaines à Lomé agissant pour le compte de la République togolaise suivant réquisition du 9 décembre 1975, n° 7113.

Le mercredi 23 juin 1976 à 9 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Bè commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 7 ares 18 cas, connu sous le nom de Klikamé et borné au nord et à l'ouest par la collectivité Bolu, au sud et à l'est par des rues en projet, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Gbikpi Gall Tétévi agent de Banque, mandataire de M. Sokpoh Sémadégbé Georges à Sessaro Sotoboua) suivant réquisition du 9 décembre 1975, n° 7114.

Le lundi 21 juin 1976 à 9 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Bè-Klikamé commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 12 ares 00 ca, connu sous le nom de Massohoin et borné au nord, au sud et à l'ouest par la collectivité Sodogas, et à l'est par une rue non dénommée, dont l'immatriculation a été demandée par la dame Ezui Messan (Louise) assistante sociale à Bè, mandataire de Mlle Ezui Adjo (Félicia) couturière au Gabon suivant réquisition du 16 décembre 1975, n° 7117.

Le mercredi 30 juin 1976 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Nyekonakpoè commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 2 ares 64 centiares, connu sous le nom de Nyekonakpoè et borné au nord par la propriété Amegee Kuami (Paul) au sud par la propriété Zokpo Amégnaglo à l'est par la propriété Amémaka Libla et une rue en projet, et à l'ouest par la propriété Akama André, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Ayité Ayivi Paul menuisier au C.H.U. Lomé, suivant réquisition du 18 décembre 1975, n° 7119.

Le mardi 29 juin 1976 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé Doulassamé, commune de Lomé consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 3 a 26 ca, et borné au nord, à l'est et à l'ouest par la collectivité Adjallé Dadzie, au sud par une rue en projet, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Bruce Jomini Comlandjin, agent des Douanes à Lomé 18, rue du soldat Nandi suivant réquisition du 23 décembre 1975, n° 7125.

Le mercredi 21 juillet 1976 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, cir. adm. de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 15 a 98 ca, connu sous nom de Wuiti et borné au nord par la collectivité Zogbla, au sud, à l'est et à l'ouest par des rues en projet, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Assih Agossoeyé, capitaine de gendarmerie à Lomé, suivant réquisition du 11 mars 1976, n° 7.224.

Le mercredi 21 juillet 1976 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 64 a 44 ca, connu sous le nom de Wuiti et borné au nord, au sud et à l'est par des rues en projet, à l'ouest par la collectivité Zogbla, dont l'immatriculation a été demandée par le Général Gnassingbé Eyadéma, Président de la République togolaise, à Lomé, suivant réquisition du 7 avril 1976, n° 7.246.

Le mercredi 21 juillet 1976 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 50 a 87 ca, connu sous le nom de Wuiti et borné au nord et au sud par des rues en projet, à l'est par la propriété de la collectivité Gnissou, à l'ouest par une réserve administrative, dont l'immatriculation a été demandée par le Général Gnassingbé Eyadéma, Président de la République togolaise, suivant réquisition du 7 avril 1976, n° 7.247.

*Le conservateur de la propriété foncière,*  
Tété Wilson Bahun

#### **Immatriculations au registre de commerce**

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 6 octobre 1975 sous le n° 2431 chronologique, M. Akakpo Kossi Loto'n, gérant de la société dite: (SOCAIE) "Société de Coopération et d'Exportation" a requis l'immatriculation de ladite société au registre de commerce.

Inscription a été faite au livre 3 n° 621 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 16 octobre 1975 sous le n° 2443 chronologique, M. Afan Zéhou, gérant de la société dite: "Nouvelle Société Générale de Commerce" (No. So. Gé. Co.) a requis l'immatriculation de ladite société au registre de commerce.

Inscription a été faite au livre 3 n° 629 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 27 novembre 1975 sous le n° 2478 chronologique, M. Kpadenou Gatépé Adjame, gérant de la société dite: "Société de Transit, de Manutention et de Distribution" (SOTRAMA-DIS) a requis l'immatriculation de ladite société au registre de commerce.

Inscription a été faite au livre 3 n° 641 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 5 décembre 1975 sous le n° 2482 chronologique, M. Texier Adrien, gérant de la société dite: "S.T.T.P." a requis l'immatriculation de ladite société au registre de commerce.

Inscription a été faite au livre 3 n° 642 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 12 février 1976 sous le n° 2538 chronologique, M. Kouidossou Amédé, gérant de la société dite: S.I.A.C.A.M. "Société Inter-Africaine de Consultants d'Affaires et de Management" a requis l'immatriculation de ladite société au registre de commerce.

Inscription a été faite au livre 3 n° 655 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 13 octobre 1975 sous le n° 2439 chronologique, M. Adolphe de Medeiros a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne: "Usine de Pré-Fabrication d'Agglomères et de Béton (U.P.A.B.)".

Inscription a été faite au livre 1 n° 909 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 14 octobre 1975 sous le n° 2440 chronologique, M. Adjwonou Amouzou Kossi a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne: "Ets. A.A.K." Etablissements Adjwanou Amouzou Kossi & Frères.

Inscription a été faite au livre 1 n° 910 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 16 octobre 1975 sous le n° 2444 chronologique, M. John Kalu Udenson a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne: "Ets. Destiny".

Inscription a été faite au livre 1 n° 911 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 22 octobre 1975 sous le n° 2450 chronologique, Mlle. Olympio Tina a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne: "Ets. L. Bartet".

Inscription a été faite au livre 1 n° 912 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 28 octobre 1975 sous le n° 2452 chronologique, M. Kuassi Arisco a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne: "Ariscolec Toutafric".

Inscription a été faite au livre 1 n° 913 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 29 octobre 1975 sous le n° 2453 chronologique, Mme Sittj Dédé (Mercy) née Creppy a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne: Maison "Jubilie".

Inscription a été faite au livre 1 n° 914 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 30 octobre 1975 sous le n° 2454 chronologique, M. Ekpe (Denis) Sodémon a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne: "Ets. S.D.E.K.P.E.".

Inscription a été faite au livre 1 n° 915 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 15 décembre 1975 sous le n° 2499 chronologique, M. M. Ferdjani Abdelkader a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne: "Ets. Ferdjani Abdelkader".

Inscription a été faite au livre 1 n° 932 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 22 décembre 1975 sous le n° 2506 chronologique, M. Avowlanou Kodjo a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne: "Petit Commerçant Togolais".

Inscription a été faite au livre 1 n° 934 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 24 décembre 1975 sous le n° 2508 chronologique, M. Lawson Tévi Charles a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne: "Etablissements A.B.C. Lawson et Fils".

Inscription a été faite au livre 1 n° 936 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 2 janvier 1976 sous le n° 2509 chronologique, M. Nnannah Prince Geoffrey Anusionwu a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne: "S.L.O. (Togo) Limited".

Inscription a été faite au livre 1 n° 937 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 5 janvier 1976 sous le n° 2510 chronologique, M. Ekon R. Fayomé

a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne: "Ets. R. Ekon Frères & Cie".

Inscription a été faite au livre 1 n° 938 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 6 janvier 1976 sous le n° 2512 chronologique, M. Abotsi-Dekou Kossi a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne: "ETUTO".

Inscription a été faite au livre 1 n° 939 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 6 janvier 1976 sous le n° 2513 chronologique, M. Benhamdane Azedine a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne: Afritex "Afrique Textile".

Inscription a été faite au livre 1 n° 940 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 19 janvier 1976 sous le n° 2518 chronologique, M. Domassen Akuté a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne: "Cabinet de Détective privé Professionnel" (CDPP).

Inscription a été faite au livre 1 n° 941 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 20 janvier 1976 sous le n° 2520 chronologique, Mme Agbokou Afiwa I. a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne: "Ets. Lala".

Inscription a été faite au livre 1 n° 942 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 20 janvier 1976 sous le n° 2521 chronologique, Mme Agbokou Massan a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne: "Ets. Akovi Massan".

Inscription a été faite au livre 1 n° 943 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 26 janvier 1976 sous le n° 2524 chronologique, M. Gbadamassi Saka a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne: "Ets. Saka".

Inscription a été faite au livre 1 n° 944 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 29 janvier 1976 sous le n° 2528 chronologique, M. Zibaoui Sou-

hail a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne: "Las Vegas".

Inscription a été faite au livre 1 n° 945 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 29 janvier 1976 sous le n° 2529 chronologique, Mme Denoo Kokoè Isabelle a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne: "Pientrafrique".

Inscription a été faite au livre 1 n° 946 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 3 février 1976 sous le n° 2530 chronologique, M. Isidore Kwaovi Alowoanou a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne: "Sotem".

Inscription a été faite au livre 1 n° 947 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 6 février 1976 sous le n° 2535 chronologique M. Thomas Thomas a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne: "S. T. C.".

Inscription a été faite au livre 1 n° 948 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 11 février 1976 sous le n° 2536 chronologique, M. Adjano Ashiongbovi Godfroy a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne: "Etablissements Gomenya".

Inscription a été faite au livre 1 n° 949 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 12 février 1976 sous le n° 2537 chronologique, M. Lawson Boëvi (Léopold) a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne: "Disco-Flash".

Inscription a été faite au livre 1 n° 950 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 13 février 1976 sous le n° 2539 chronologique, M. N'Dekre Koutouan a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne: "Ets. N'Dekre Koutouan".

Inscription a été faite au livre 1 n° 951 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 17 février 1976 sous le n° 2540 chronologique, M. Sylvestre Tommy a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne: "Sefic".

Inscription a été faite au livre 1 n° 952 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 19 février 1976 sous le n° 2543 chronologique, M. Abbey Martin a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne: "(C. I. Vet)".

Inscription a été faite au livre 1 n° 953 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé, le 20 février 1976 sous le n° 2546 chronologique, M. Ahnert Komlanvi Fritz a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne: "Delta Sneggas Togo".

Inscription a été faite au livre 1 n° 954 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 20 février 1976 sous le n° 2547 chronologique, M. Nasr Alexandre Koffi a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne: "Biba Pools".

Inscription a été faite au livre 1 n° 955 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 25 février 1976 sous le n° 2549 chronologique, M. Logossou Anani a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne: "Africom".

Inscription a été faite au livre 1 n° 956 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 25 février 1976 sous le n° 2550 chronologique, M. Akiola O. Yao-Messah a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne: "Entreprise Générale Pour Le Jardin Aménagement et Plan" (E.G.J.A.P.).

Inscription a été faite au livre 1 n° 957 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 1er mars 1976 sous le n° 2554 chronologique, M. Azar Elias Michel a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne: "Ets. Bourony".

Inscription a été faite au livre 1 n° 958 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 1er mars 1975 sous le n° 2555 chronologique, M. Boaka Kossi a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne: "C.B.T.A.".

Inscription a été faite au livre 1 n° 959 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 2 mars 1976 sous le n° 2557 chronologique, M. Toukpui Akolitsé a requis son immatriculation au registre de commerce.

Inscription a été faite au livre 1 n° 960 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 5 mars 1976 sous le n° 2558 chronologique, M. El Hadj Tagba Ali a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne: "Ets. El Hadj Tagba Ali".

Inscription a été faite au livre 1 n° 961 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 10 mars 1976 sous le n° 2562 chronologique, M. Akitani Bob Mensavi (Michel) a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne: "Ets. Carrimport".

Inscription a été faite au livre 1 n° 963 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo) le 10 mars 1976 sous le n° 2563 chronologique, M. Jacintho Comlavi Sewa a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne: "Dinoma-Togo".

Inscription a été faite au livre 1 n° 964 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 12 mars 1976 sous le n° 2566 chronologique, M. Goeh Akue Djidjanyi a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne: "Ameublement Goeh Akue" "AME-GAKUE".

Inscription a été faite au livre 1 n° 965 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 18 mars 1976 sous le n° 2568 chronologique, M. Gbedo Semévo Félicien a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne: "Ets. Gbedo et Fils".

Inscription a été faite au livre 1 n° 966 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 18 mars 1976 sous le n° 2569 chronologique, M. Akodo Ayavi Augustin a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne: "Librairie Centrale du Togo".

Inscription a été faite au livre 1 n° 967 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 18 mars 1976 sous le n° 2570 chronologique, Mme Bocco

Régine Akuavi a requis son immatriculation au registre de commerce.

Inscription a été faite au livre 1 n° 968 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 1er avril 1976 sous le n° 2575 chronologique, M. Aboudou Balla a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne: "Etablissement Balla".

Inscription a été faite au livre 1 n° 969 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 2 avril 1976 sous le n° 2576 chronologique, M. Adjra Koffi a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne: "Hawk Ships Chandler".

Inscription a été faite au livre 1 n° 970 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé, le 6 avril 1976 sous le n° 2578 chronologique, M. Loitière Claude a requis son immatriculation au registre de commerce sous l'enseigne: "Jeux Automatiques".

Inscription a été faite au livre 1 n° 971 analytique.

### Inscriptions modificatives

Par déclaration déposée au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 18 novembre 1975 sous le n° 2472 chronologique, M. I. B. Mahubani a requis l'inscription modificative de sa raison sociale qui devient désormais: "Ets. S.B. Electronics".

Mention a été faite au livre 1 n° 859 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 19 février 1976 sous le n° 2542 chronologique, Mme Assogba Dos-Santos a requis l'inscription modificative de sa raison sociale qui devint: "Togo-Miroir" — M. Sylla Doucou-ré Moussa est désormais le nouveau Fondé de Pouvoirs.

Mention a été faite au livre 1 n° 671 analytique.

Par déclaration reçue au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 2 juillet 1975 sous le n° 2363 chronologique, Mme, Simtekpéti a requis l'inscription modificative de sa raison de commerce qui devient: "Aux Etablissements Papanam".

Mention a été faite au livre 1 n° 621 analytique.

Par déclaration déposée au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 3 novembre 1975 sous le n° 2456 chronologique, M. Jonathan

O. U. Okenwa a requis l'inscription modificative de sa raison sociale qui devient: "F.A.T.I.C.".

Mention a été faite au livre 1 n° 538 analytique.

Par déclaration déposée au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 2 octobre 1975 sous le n° 2426 chronologique, M. U. de U. Akanu a requis l'inscription modificative de sa raison sociale qui devient: "Fenco Associates".

Mention a été faite au livre 1 n° 416 analytique.

Par déclaration déposée au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 4 novembre 1975 sous le n° 2458 chronologique, M. H. G. G. Kpadenou a requis l'inscription modificative de l'objet du commerce qui devient désormais: Menuiserie — Ameublement — Charpenterie — Ebenisterie — Transport — Commerce Général — Import — Export.

Mention a été faite au livre 1 n° 311 analytique.

Par déclaration déposée au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 21 janvier 1976 sous le n° 2522 chronologique, M. Balani a requis l'inscription modificative de sa raison de commerce qui devient désormais: "Indo-Togolaise Trading Company".

Mention a été faite au livre n° 168 analytique.

Par déclaration déposée au greffe du tribunal de droit moderne de première instance de Lomé (Togo), le 10 décembre 1975 sous le n° 2493 chronologique, M. Bernard Letellier président directeur général de Socimat a requis la radiation au registre de commerce du Togo de l'agence Socimat (Société des Ciments et Matériaux) par suite de la création de la Société Socimat-Togo.

Mention a été faite au livre 4 n° 143 analytique.

Pour insertion et avis

greffier en chef

Bouraima Bawa Ouro-Bagna

### Récépissés de déclaration d'associations

(N° 611-N-TAPA-P-C du 3-5-76).

**Titre de l'association:** « Association Togolaise pour le Bien Etre Familial »

**Buts:** 1°) Contribuer à l'amélioration qualitative de la vie de la population togolaise ;

2°) Créer les conditions propres à la sauvegarde de la santé physique et morale de la famille ;

3°) Informer le public togolais sur les problèmes liés aux naissances, les conditions qui en découlent pour l'état général des mères et des enfants et donner si besoin est, des conseils en vue de l'espacement des naissances ;



4°) Favoriser les conditions nécessaires à la sauvegarde des droits juridiques des mères et à la protection des droits de l'enfant ;

5°) Amener les parents à planifier les naissances de leurs enfants, pour pouvoir assurer à ceux-ci de bonnes conditions d'existence et pour procurer à tous les membres de la famille un bien-être tant physique que moral ;

6°) Donner si besoin est les conseils et les aides possibles sur les cas de stérilité ;

7°) Enfin, informer les pouvoirs publics et l'opinion sur les conditions de vie des familles et suggérer des moyens propres à les améliorer.

**Siège social :** 20 rue des Cocotiers, B.P. 386 Lomé.

**Pièces annexées à la déclaration :** Statuts et liste des membres du bureau-directeur.

(N° 645-INT-SG-APA-PC du 10-5-76)

**TITRE DE L'ASSOCIATION :** « Le Conseil des organismes non gouvernementaux en activité au Togo (CONGAT) »

**BUTS :**

A — favoriser au sein de ses membres :

1°) l'information et l'échange mutuel des connaissances et des expériences ;

2°) l'organisation de toutes activités de recherche de formation et des moyens ;

B — de représenter ses membres en leur nom ou à leurs côtés, auprès de toute instance nationale ou internationale qui lui en ferait l'invitation ;

C — d'établir un pont d'information entre les instances gouvernementales et les O.N.G. précités en vue d'une liaison et d'une collaboration plus étroites aux fins d'une intégration harmonieuse de leurs actions dans le plan national de développement ;

D — de servir éventuellement et avec leur accord de correspondant aux O.N.G. qui n'ont pas de représentation ou de correspondance au Togo ;

E — de favoriser à l'intention de tiers l'information sur les voies et moyens disponibles sur place ou à l'extérieur en vue de l'accomplissement d'une idée de projet.

**SIEGE SOCIAL :** Lomé, B.P. 1251 (Kodjoviakopé)

**PIECES ANNEXEES A LA DECLARATION :** Statuts et liste des membres du bureau-directeur.

**AVIS DE PERTE DE TITRE FONCIER**

Avis est donné au public de la perte de la copie du titre foncier n° 3436 du territoire du Togo appartenant au feu Eugène Ayité Gaba.

(Pour deuxième insertion)

